

## LA COOPERATION DECENTRALISEE: L'IMPORTANCE DES RELATIONS ENTRE LES COMMUNAUTES DANS LE CONTEXTE ACTUEL

### DECENTRALIZED COOPERATION: THE SENSE OF A RELATION BETWEEN TERRITORIES IN THE CURRENT CONTEXT

Monica CERUTTI \*

\* Ministre de la Regione Piemonte (Turin, Italie), chargée de la jeunesse, le droit à l'étude universitaire, la coopération internationale décentralisée, l'égalité des chances, le droits civils, l'immigration, [diritti@regione.piemonte.it](mailto:diritti@regione.piemonte.it)

*« Sans l'empathie solidaire de chacun à l'égard de la situation de tous les autres il n'est pas possible de parvenir à une solution capable de faire consensus » J. Habermas*

*"Without the supportive empathy of each of us with the situation of all the other is not possible to reach a solution capable of creating consensus" J. Habermas*

#### Abstract

Development cooperation has often been considered as a transfer of resources from donor countries to beneficiary countries in order to create development conditions in the regions with low income.

A kind of solidarity that expresses itself in many cases in a form of delegation to the actors of cooperation (international, no-government etc. ...) to whom is required to operate to lessen the suffering of the poorest people and to realize the conditions of an autochthonous economic growth of the territories of the South of the world.

Decentralized cooperation's experiences have instead revealed a new form of cooperation in which the community does not delegate to someone the initiative but it becomes the protagonist of the action by sharing knowledge, skills, resources and technologies.

A mode that acquires particular meaning in the new international scenarios both from a political point of view and from an environmental point of view.

In this context University has an important role and particularly RUSSADE project (Network of Sahelian Universities for Food Security and Environmental Sustainability) that trains young people and students to look beyond the local reality, produces knowledge that can become everyone's heritage and brings his unique scientific and educational research contribution in the field of decentralized cooperation.

**Key words:** Decentralized cooperation, Local authorities, Regione Piemonte, West Africa

**Mots clés :** Coopération décentralisée, Autorités locales, Regione Piemonte, Afrique de l'Ouest

La coopération au développement a souvent été interprétée comme un transfert de ressources des pays donateurs aux pays bénéficiaires afin de créer les conditions du

développement dans les régions à plus faibles revenus. Une forme de solidarité qui se manifeste dans de nombreux cas sous la forme de mandat aux acteurs de la coopération (institutions internationales, nationales, non gouvernementales, religieuses, etc.) qui doivent travailler pour réduire les contraintes des populations les plus pauvres et créer les conditions de la croissance économique interne des territoires du sud du monde.

Les expériences de coopération décentralisée ont quant à elles donné lieu à une nouvelle forme de coopération dans laquelle la communauté ne délègue pas l'initiative à un tiers, mais où elle-même devient actrice de l'action à travers l'échange des connaissances, des compétences, des ressources, des technologies, dans une perspective de réciprocité.

Une modalité qui, à mon avis, revêt une importance particulière face aux nouveaux scénarios qui se profilent à l'échelle internationale tant sur le plan politique qu'environnemental.

J'essaie d'argumenter cette thèse. L'évolution récente du cadre politique qui a caractérisé tant les pays du continent européen que d'autres pays d'Asie et d'Amérique, est marquée par un conflit radical entre les partisans de deux façons différentes d'interpréter la réalité actuelle. D'un côté ceux qui pensent qu'une vision globale est toujours plus nécessaire pour prendre les décisions indispensables afin d'assurer un avenir aux générations futures. De l'autre, ceux qui proposent une vision locale autarcique comme unique solution pour se réapproprier le droit de décider des règles de leur propre communauté.

Ces derniers appuient fréquemment leur rhétorique sur des informations erronées qui ont une forte influence sur une opinion publique insatisfaite de telles perspectives, désorientée par la peur de ce qui est « différent », convaincue que cet autre « différent » peut être la cause de ses difficultés et peut compromettre son bien-être. Une communication instantanée, superficielle et incontrôlable, ne pose pas les conditions pour créer le cadre d'informations utiles pour développer des arguments rationnels face à une situation qui nécessiterait, même au niveau local, une vision globale des phénomènes qui affectent nos territoires : du changement climatique aux flux migratoire, de la crise financière au développement économique, de la perte de la biodiversité à la consommation excessive des ressources, des conflits à la production et à la vente d'armes, etc.

Et malheureusement, ces « crises globales », qui ont un impact local important, deviennent chaque jour plus graves et produisent une accumulation d'impacts qui risquent d'en

accélérer le processus. Le retard des réponses peut conduire à des conditions irréversibles de certains facteurs<sup>1</sup>.

Mais, comme il est apparu clairement lors des conférences internationales sur le changement climatique à Paris et à Marrakech, même l'obtention de petits résultats nécessite une coopération mondiale qui implique les organisations internationales, les gouvernements nationaux, les autorités locales, la société civile et les citoyens.

Le défi est très ambitieux. Un effort particulier est demandé aux collectivités occidentales, parce qu'il leur sera nécessaire de faire revenir le développement dans des limites qui ont déjà été largement dépassées. Dans le même temps on demande aux communautés des pays du Sud de ne pas adopter des modalités de développement qui reproduisent les modèles occidentaux, trop dispendieux en ressources naturelles. Dans de telles conditions, il est nécessaire de construire des solutions qui fassent consensus. Comme l'écrit à juste titre Habermas, ces solutions ne peuvent pas être identifiées « sans l'empathie solidaire de chacun à l'égard de la situation de tous les autres<sup>2</sup> ». Si l'affirmation de Habermas est correcte, il en découle logiquement que nous devons travailler à la création des conditions nécessaires pour permettre à nos concitoyens de « ressentir » l'empathie solidaire à l'égard de la situation de tous les autres.

La coopération décentralisée (ou « partenariat territorial » tel que défini par la nouvelle loi 125/2014) (Annexe 1) peut jouer en ce sens un rôle très intéressant. La participation de la société civile qui s'implique directement ou indirectement dans les actions de coopération génère des processus relationnels dans le cadre desquels peut précisément se développer cette « empathie solidaire ».

A côté de ces parcours « individuels » la coopération décentralisée accompagne également des moments d'échange collectifs où les communautés deviennent communicatives et où la réciprocité, habituellement limitée au sein des groupes d'appartenance reconnus (famille, ville, région état), s'élargit pour s'exprimer dans une tension de solidarité universelle nécessaire pour faire face aux crises mondiales.

La coopération décentralisée peut donc devenir et proposer une expérience qui permet de s'opposer de manière idoine à l'aspiration au repli de ceux qui proposent l'autarcie comme solution aux problèmes nationaux. *L'empathie solidaire* et la réciprocité avec les pays du sud du monde peuvent également avoir un impact important par rapport aux effets locaux des

---

<sup>1</sup> «L'arca di Noè» G. Mastrojeni ed. Chiare Lettere 2014

<sup>2</sup> J. Habermas, Teoria della morale Laterza Bari 1994

phénomènes globaux. C'est le cas, par exemple, des flux migratoires. Aujourd'hui nous assistons fréquemment, au rejet des migrants par nombre de nos concitoyens.

Les immigrés constituent un groupe social auquel on attribue fréquemment la responsabilité du manque de perspectives qui caractérise nos sociétés ces dernières années. Une perception qui n'est pas corroborée par les chiffres : les immigrés contribuent significativement à notre bien-être et leur nombre, par rapport à la population résidente, ne représente pas un réel problème d'intégration.

La montée en puissance du thème de l'immigration comme thème de préoccupation dans nos sociétés doit cependant être appréhendée avec attention, et ce d'autant plus que les années à venir verront selon toute vraisemblance une croissance importante des flux migratoires. La perception d'une présence toujours plus importante des immigrés sur notre territoire requiert de nos élus la proposition à la communauté d'une perspective positive, c'est-à-dire d'une stratégie d'action qui permette de limiter ou à tout le moins mieux réglementer les flux migratoires.

De ce point de vue la coopération peut constituer une réponse concrète, sinon suffisante.

Cependant les modalités de communication sur les actions de coopération au développement alimentent fréquemment le rejet des immigrés.

Les organisations de la société civile elles-mêmes tendent, par exemple, à solliciter des financements en se proposant comme acteurs délégués de la tâche d'aider les populations du Sud : « Si vous, citoyens Européens, nous donnez les moyens financiers nécessaires, nous construirons des établissements scolaires, des hôpitaux, des infrastructures pour les pays du Sud ». Mais un tel message justifie « involontairement » le rejet de l'immigré : le citoyen qui donne pour le développement de sa région s'octroie également le droit de le repousser.

La coopération décentralisée, peut à l'inverse constituer un moyen intéressant de contribuer à dépasser cette réaction complexe. Les actions de coopération réalisées directement par les citoyens et la société civile deviennent une réponse concrète et réelle à la demande de promotion du développement dans les pays du Sud, et fournissent en même temps, des occasions de mieux connaître et d'apprendre plus directement les problématiques qui sous-tendent les phénomènes migratoires.

La création de relations entre homologues de deux communautés (professeurs, étudiants, fonctionnaires, entrepreneurs, techniciens), permet d'établir des liens solidaires et de réciprocité qui contribuent à faire accepter plus facilement le migrant sur notre territoire.

Un résultat qui aurait encore plus d'impact si l'action de coopération était planifiée, réalisée et partagée de manière intégrée avec les autres politiques locales, régionales et nationales ayant trait aux services aux migrants, à l'éducation à la citoyenneté et à la jeunesse.

La coopération décentralisée peut en outre constituer une expérience utile pour créer les conditions qui permettent aux participants de développer une empathie solidaire dans le cadre de communautés communicatives en mesure d'exprimer une tension solidaire universelle.

Ce sont donc ces communautés qui seront en mesure de mettre la juste pression sur les institutions nationales et internationales en charge de rechercher des solutions capables de faire consensus. Et ce sont ces mêmes communautés qui seront en mesure de pouvoir relever avec succès les problèmes complexes posés par les flux migratoires grâce à la construction de politiques cohérentes en matière d'intégration et de coopération internationale. Dans cette logique, un rôle important revient à l'Université.

Je voudrais souligner au moins trois aspects du rôle que joue l'université dans le cadre de la coopération décentralisée :

1. l'université forme les jeunes et les étudiants à regarder au-delà des réalités locales, des frontières nationales, en leur offrant une vision globale et en leur donnant l'opportunité de pratiquer les relations internationales ;
2. dans le cadre des coopérations universitaires Nord - Sud, sont produits des savoirs qui peuvent devenir un patrimoine de tous et autant d'instruments au service de la croissance tant de nos pays que des pays du Sud dans une perspective globale ;
3. apporter la contribution scientifique et pédagogique du monde de la recherche dans le domaine de la coopération décentralisée des autorités régionales et locales.

De ce point de vue le projet RUSSADE (Réseau des Universités Sahéliennes pour la Sécurité Alimentaire et la Durabilité Environnementale) est un exemple important et présentant une forte valeur ajoutée, en particulier parce que:

- il naît d'une proposition du CISAO (Centre Interdépartemental de Recherche et Coopération Technique et Scientifique avec l'Afrique) de l'Université de Turin, centre qui travaille à la réalisation des conditions d'une intégration effective multi et interdisciplinaire. Il s'agit d'une approche somme toute assez peu évidente et fréquente dans le monde universitaire, qui se caractérise souvent par la qualité et l'excellence de ses recherches mais également par des dynamiques individualistes et un cloisonnement «mono-disciplinaire»; le projet RUSSADE s'appuie sur ce constat pour valoriser, dans le

cadre de son Master, les compétences de professeurs et de chercheurs issus de différents départements ;

- le projet s'inspire des réflexions issues des échanges entre la Regione Piemonte et le CISAO à la suite des processus de coopération initiés il y a vingt ans, avec le « Programme régional pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans l'Afrique de l'Ouest » (Annexe 2);
- a créé une expérience intéressante et novatrice d'enseignement inter-universitaire qui a impliqué directement les Facultés italiennes, nigériennes, du Burkina Faso et du Tchad ;
- le savoir est conçu comme un patrimoine de connaissances qui doit être construit avec la collaboration des différentes composantes de la société civile. En effet à la réalisation du projet ont contribué, en tant que formateurs, des experts d'associations, des ONG, des institutions publiques, des organismes européens et internationaux, etc. ;
- le Master a formé des spécialistes, des professionnels nouvellement formés, dotés d'une vision multidisciplinaire sur les questions de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, de l'amélioration de la production agricole et de l'élevage et de leurs effets sur le territoire. Ces professionnels sont en mesure d'intervenir dans des contextes complexes comme ceux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

RUSSADE est donc une expérience innovante, cohérente avec le cadre des actions de partenariat territorial et des programmes régionaux de coopération au développement que la Région soutient de longue date. Je suis en effet convaincue que la construction de relations et l'échange de connaissances entre les communautés territoriales du Nord et du Sud du monde favorisent la diffusion d'une sensibilité partagée et posent ainsi les conditions visant à permettre une utilisation des ressources différente et plus appropriée compatible avec le développement durable de nos territoires. Continuer à croire et à investir dans la coopération décentralisée signifie aussi accroître la conscience de l'importance des droits de tous et préparer nos communautés à faire face à de nouveaux défis dans une perspective d'ouverture et de collaboration.

## Annexe 1

### Le Programme Régional de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest

La Regione Piemonte a démarré le « Programme Régional de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest » en 1997, à la suite du Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire organisé par la FAO à Rome en Novembre 1996.

Le Programme vise à la réalisation d'interventions de développement local dans les Pays de l'Afrique de l'Ouest, dans une optique à moyen et long terme impliquant les communautés locales, soit au Piémont qu'en Afrique, selon les lignes directrices de la coopération décentralisée et de la coopération internationale au développement.

Les Pays Africaines impliqués sont: Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal.

Les interventions réalisées ont concerné plusieurs secteurs (agriculture, environnement, ressources hydriques, zootechnie, formation, développement local, éducation alimentaire et renforcement institutionnel) et visent à garantir des retombées directes sur les populations Africaines et sur la durabilité des interventions grâce à l'implication directe des collectivités locales et l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Les initiatives promues par la coopération décentralisée piémontaise ont permis la réalisation de: registres d'état civil, écoles, centres de santé, services pour le ramassage et le recyclage des déchets, marchés, systèmes de potabilisation de l'eau, centres de jeunes et de sport, activités de sensibilisation et éducation au développement dans les écoles.



#### Réalisations et Résultats de 1997 jusqu'au présent:

- Plus de 550 projets réalisés
- 20 millions d'euros de ressources régionales et 20 millions d'euros de ressources de la société civile
- 1000 sujets Piémontais impliqués, dont 80 Autorités Locales
- 500 partenaires africaines, dont 50 Autorités Locales

Le sujets impliqués sont nombreux et diversifiés :

- **Sujets institutionnels** : Provinces, Mairies, Communes, Communautés Rurales, Communautés de Montagne, coordinations de Autorités Locales ;
- **Sujets de la société civile** : ONG, Universités, Institutions scolastiques, agences de formation professionnels, institutions religieuses, associations de volontariat.

Le programme a favorisé, soit au Piémont que dans les Pays Africains, la croissance d'une nouvelle conscience et une nouvelle approche basées sur la sensibilité culturelle et interculturelle concernant les thèmes du développement local, sur l'échange de savoirs, sur la responsabilité, sur la participation et sur la solidarité, finalisés à la citoyenneté mondiale.



## Annexe 2

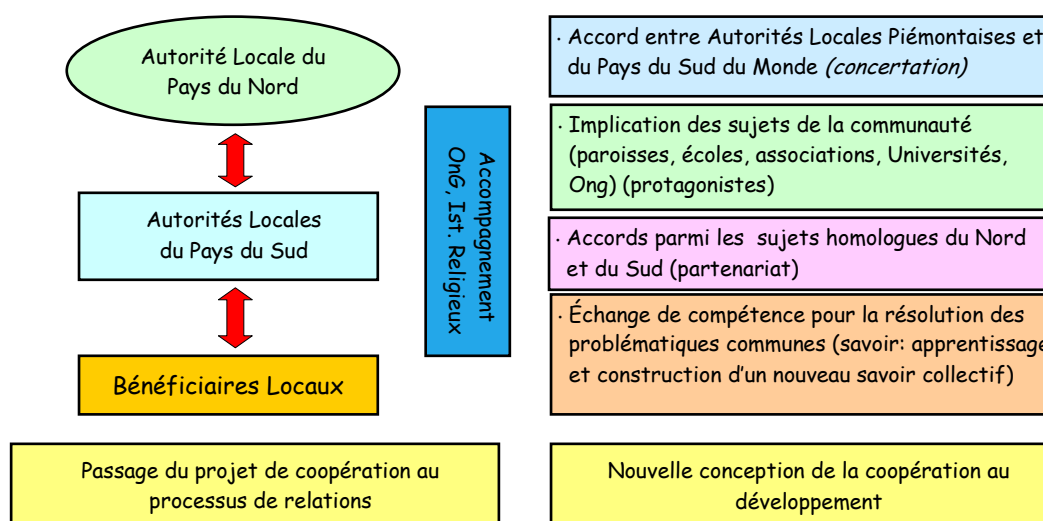
### La Coopération décentralisés de la Regione Piemonte

Pour coopération décentralisée, d'après la définition de la Direction Générale pour la Coopération au Développement du Ministère des Affaires Etrangères Italien, on entend « *L'action de coopération au développement réalisée par les Collectivités Locales Italiennes avec le concours de la société civile des territoires respectifs, en partenariat avec les Collectivités Locales homologues des Pays du Sud du Monde et avec les composantes de leur société civile, visant le développement réciproque et durable des territoires* ».

Par cette définition, l'on entend l'activité des Autorités Locales qui, à travers des accords de partenariat avec des sujets homologues des Pays du Sud du Monde, implique directement la société civile dans les initiatives de coopération et qui permet aux communautés du Nord et du Sud du Monde de dialoguer, de se confronter, de projeter et de réaliser les initiatives, en échangeant savoirs et compétences. Les Autorités Locales peuvent, en particulier, fournir une contribution importante car elles :

- Représentent les communautés et leurs instances ;
- Peuvent harmoniser et coordonner les savoirs et les compétences de la société civile des leurs respectifs territoires pour affronter des thématiques complexes qui demandent l'apport complémentaire de plusieurs sujets.
- Possèdent les compétences pour renforcer les Collectivités locales de Pays du Sud dans le cadre des services qu'elles doivent fournir à leurs citoyens.

#### Les modalités de la coopération décentralisée



Pour plus d'informations : Angelica Domestico ([angelica.domestico@regione.piemonte.it](mailto:angelica.domestico@regione.piemonte.it))  
et Giorgio Garelli ([giorgio.garelli@regione.piemonte.it](mailto:giorgio.garelli@regione.piemonte.it))

## Bibliographie de référence

- Cabezudo A., Christidis C., Carvalho da Silva M., Demetriadou-Saltet V., Halbartschlager F., Mihai G., coordonnés par Carvalho da Silva M. (2008), Global education guidelines concepts and methodologies on global education for educators and policy makers. Traduction italienne Lucia Saccon.
- Coggi C., Ricchiardi P. (a cura di) (2014), Educare allo sviluppo sostenibile e alla solidarietà internazionale. Pensa Multimedia.
- Mastrojeni G. (2014), L'arca di Noè. Ed. Chiare lettere.
- Fondazione Ismu (2017), XXII Rapporto sulle migrazioni 2016. FrancoAngeli, Milano.
- Habermas J. (1994), Teoria della morale. Laterza Bari.
- Levi-Strauss C. (1979), Razza e storia e altri studi di antropologia, a cura di Paolo Caruso. Torino Einaudi, VII Ed.
- Parnofiello G. (2008), Azione comunicativa e teologia morale rilevanza etica della teoria di J. Habermas. Trapani, Il pozzo di Giacobbe.
- Salvati M. (1993), Solidarietà, una scheda storica in Parole chiave 2.
- Zoll R. (1998), Solidarietà, in enciclopedia delle scienze sociali” - Treccani.
- Zoll R. (2000), Solidarietà, in enciclopedia italiana” - VI appendice Treccani.

## Sitographie de référence

- <http://agora.regione.piemonte.it> (site web de la Regione Piemonte, Affaires Internationales).
- <http://www.cespi.it> (site web du Centre d'Etudes en Politique Internationale).
- <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/> (site web de la coopération décentralisée Française)
- <http://www.cooperazioneallosviluppo.esteri.it/pdgcs/italiano/Partner/CoopDecentrata/intro.html>  
(site web du Ministère des Affaires Etrangères Italien sur la coopération décentralisée)
- <http://devreporternetwork.eu/it/> (site web sur la communication de la coopération au développement – Projet Européen Dev.Reporter)
- [http://europa.eu/legislation\\_summaries/other/r12004\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/other/r12004_fr.htm) (site web sur les actes législatifs de l'UE dans le domaine de la coopération décentralisée).
- <http://www.ismu.org/2014/11/numeri-immigrazione/>.
- [www.londootiloo.org](http://www.londootiloo.org) (site web sur l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale – Projet Européen « Des Alpes au Sahel »).
- <http://www.oics.it> (site web de l'Observatoire Interrégional pour la Coopération au Développement)
- <http://www.realglobe.eu> (sur l'éducation au développement durable et à la solidarité internationale – Projet Européen « REDDSO »).
- [http://www.regione.piemonte.it/affari\\_internazionali/coopSviluppo.htm](http://www.regione.piemonte.it/affari_internazionali/coopSviluppo.htm)
- [http://www.resacoop.org/Boite\\_Outils/fiches\\_techniques/default.asp](http://www.resacoop.org/Boite_Outils/fiches_techniques/default.asp) (site web sur la coopération décentralisée de la Région Rhône Alpes)